

canadienne et soviétique se sont rencontrées pour poursuivre les discussions sur diverses questions consulaires et sur les contacts humains. Au cours du même mois, l'ambassade du Canada à Moscou a été avisée que plus de la moitié de ses demandes en suspens pour la réunion des familles avaient été approuvées. En 1986, 8 120 personnes en provenance de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique ont émigré au Canada.

L'amélioration des relations entre le Canada et les pays de l'Europe de l'Est a favorisé la tenue d'un certain nombre de manifestations culturelles d'importance. Ainsi, une exposition de gravures sur bois organisée par le Glenbow Museum a été présentée en Tchécoslovaquie et en Pologne au cours de l'été 1986. L'Union soviétique a pris part à Rendez-Vous 87, un festival sportif et culturel qui a eu lieu à Québec. Dans la même ville, le musée du Québec a réussi, avec l'aide du Ministère, à présenter en novembre 1986 une exposition soviétique prestigieuse de toiles impressionnistes et post-impressionnistes, et celle-ci a été couronnée de succès.

Sur le plan multilatéral, le Canada a joué cette année un rôle actif dans le cadre de différentes réunions de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) :

- Le Canada a pris une part active à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité, et sur le désarmement en Europe, qui s'est terminée le 19 septembre. Les participants à la Conférence se sont mis d'accord sur un document qui représente une réussite importante pour la CSCE et un grand pas en avant vers le contrôle des armements.
- Le Canada a également joué un rôle important à l'occasion de la réunion des experts de la CSCE sur les contacts humains, qui s'est tenue à Berne du 15 avril au 26 mai dernier. La délégation canadienne a réclamé l'élimination d'obstacles aux déplacements, à la réunion des familles de même qu'à toute autre forme de contacts humains. Les participants à la réunion n'ont pu se mettre d'accord sur un document final.
- La troisième réunion complémentaire de la CSCE, qui a débuté à Vienne le 5 novembre dernier, a été consacrée à l'examen des résultats des différentes activités de la CSCE depuis sa dernière réunion, et des propositions en faveur d'une coopération accrue dans tous les domaines d'activité de la CSCE. Dans son discours d'ouverture, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré qu'un climat de confiance — basé sur le respect des engagements pris à la CSCE, particulièrement en ce qui concerne les droits de la personne — était essentiel à l'amélioration des relations Est-Ouest. Pendant la conférence, le Canada a vigoureusement critiqué les pays qui ne respectent pas leurs engagements. Il a en outre présenté des propositions sur les droits des minorités, la réunion des familles, la liberté et la coopération scientifique, et a appuyé diverses propositions portant notamment sur les droits de la personne, l'information, la culture, la protection de l'environnement et la coopération économique. Le Canada a également participé activement aux discussions sur la sécurité conventionnelle en Europe.

## Asie et Pacifique

Les perspectives qu'offre au Canada la région Asie-Pacifique sont aussi diversifiées que cette région. L'expansion des relations, qu'il s'agisse de commerce, d'investissement, de technologie, d'immigration ou de culture, a capté l'intérêt et l'énergie des Canadiens d'un bout à l'autre du pays, tout en soulignant l'importance de maintenir la stabilité stratégique, politique et économique de cette région.

### Principaux intérêts

La région Asie-Pacifique ouvre de nouveaux horizons économiques pour le Canada. En 1986, nos échanges commerciaux avec les pays de cette région ont totalisé plus de 25 milliards de dollars. Les exportations canadiennes vers ces pays dépassent désormais le total de nos ventes à l'Europe de l'Ouest et de l'Est, et les importations en provenance de cette région connaissent une croissance encore plus rapide. Pour aider les exportateurs canadiens à tirer parti des possibilités qui s'offrent à eux, le gouvernement a mis en œuvre, dans le cadre de la Stratégie nationale du commerce, une initiative visant à accroître les activités et les ressources consacrées à la promotion du commerce dans la région Asie-Pacifique. Il s'agissait notamment de consolider les bureaux commerciaux existants et d'en ouvrir de nouveaux à Osaka, Shanghai, Bombay et Auckland; d'accroître les fonds affectés aux études de marché et de faisabilité ainsi qu'aux foires et missions commerciales; enfin, de soutenir les programmes de valorisation et d'acquisition technologique mis en œuvre au Japon afin d'attirer l'attention des fabricants canadiens sur les techniques de production et les procédés de fabrication japonais. De plus, la région Asie-Pacifique est devenue une source de capitaux d'investissement pour le Canada et de nouvelles technologies qui contribuent à rehausser la compétitivité du Canada dans le monde.

L'éventail des contacts et intérêts humains du Canada dans la région Asie-Pacifique s'élargit également. L'Asie reste l'un des principaux bénéficiaires de notre aide au développement, tant au niveau gouvernemental que privé. En outre, de plus en plus d'immigrants et d'étudiants étrangers proviennent de cette région. Nos liens humains et culturels avec l'Asie s'en trouvent ainsi renforcés, et la culture et la société canadiennes subissent une influence assez semblable à celle exercée autrefois par la civilisation européenne.

L'épanouissement de nos liens économiques et humains avec la région Asie-Pacifique fait ressortir à la fois l'importance que celle-ci a à nos yeux et les répercussions que peuvent avoir les tensions qui s'y manifestent sur les intérêts politiques et de sécurité du Canada. Les événements en Afghanistan, au Pakistan, en Inde, à Sri Lanka, au Vietnam, au Cambodge, aux Philippines et dans la péninsule coréenne continuent de soulever des inquiétudes. La région Asie-Pacifique présente un intérêt stratégique croissant pour les Soviétiques, et pourrait devenir le théâtre de conflits régionaux ou opposant les superpuissances. Les pays de cette région, membres du Commonwealth, seront appelés à jouer un rôle clé lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth